



LA FAO ET LA FORESTERIE

Le Comité des forêts de la FAO – continue à s'accroître

La dix-huitième session du Comité des forêts (COFO), l'organe subsidiaire le plus important en matière de forêts de la FAO, s'est tenu au siège de la FAO à Rome, Italie, du 12 au 16 mars 2007. Estimée un grand succès, la réunion a attiré près de 600 participants provenant de gouvernements, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales.

Les sessions biennales de COFO réunissent les responsables des services forestiers et d'autres fonctionnaires publics de haut niveau afin d'identifier des questions stratégiques et techniques, de rechercher des solutions et de conseiller la FAO et d'autres quant aux mesures appropriées à prendre. Le COFO fait rapport au Conseil de la FAO. La participation au COFO est ouverte à tous les pays membres de la FAO.

Mis à part les décisions relatives au programme de travail de la FAO, les délégués ont abordé des questions de fond comme les forêts et l'énergie, la protection des forêts, la gestion forestière durable à assise communautaire et les progrès accomplis vers la gestion forestière durable. La FAO a également présenté la *Situation des forêts du*

monde 2007 (voir la section Livres dans ce numéro), analysant les progrès vers cette gestion.

Une vaste série d'événements auxiliaires, de sessions d'information et de séminaires en cours de session ont enrichi la réunion, de nombreux partenaires y prenant part aux côtés de la FAO. Les sujets analysés comprenaient les programmes forestiers nationaux et la réduction de la pauvreté, la gestion des incendies, la santé des forêts, le droit forestier, les petites et moyennes entreprises forestières, la gestion des bassins versants, l'interface entre la foresterie et l'agriculture et la réduction des émissions d'anhydride carbonique dues à la déforestation.

Parmi les autres attractions figuraient une exposition dans l'atrium sur le travail de la FAO et d'autres organisations forestières, une exposition d'affiches résumant le travail de 88 projets forestiers de la FAO, une présentation de photos concernant la forêt provenant d'un concours international parrainé par la FAO (voir p.94) et une exposition de livres rares sur la forêt remontant au dix-huitième siècle. À la réception d'inauguration, un chœur d'enfants a interprété des chansons sur les arbres et la forêt.

Dans son discours inaugural, le premier jour, le Directeur général adjoint de la FAO, David Harcharik, a passé en revue les bonnes et les mauvaises nouvelles – à savoir que la superficie forestière est stable ou croissante dans 57 pays, mais qu'elle s'est amenuisée dans 83 pays au cours des cinq premières années du millénaire. «Les changements climatiques créent des conditions qui accroissent les menaces

Dans le sens des aiguilles d'une montre:
Visiteurs à l'exposition du COFO dans l'atrium; livres rares concernant la foresterie exposés à la Bibliothèque David Lubin; concours de photos sur les forêts; et affiches décrivant les projets de la FAO





Tissons nos connaissances pour le développement

Comme emblèmes du slogan «Tissons nos connaissances pour le développement», la FAO a distribué aux délégués du COFO des objets d'artisanat fabriqués à partir de produits forestiers non ligneux: dossiers pour documents tissés à l'aide de fibres de bambou par une coopérative villageoise en République démocratique populaire lao (photo à gauche) et des cordons pour les laissez-passer des réunions tissés à la main par les villageois du Guatemala et brillamment colorés grâce à des teintures naturelles tirées de plantes forestières (photo à droite). Un projet de la FAO a aidé ces petites entreprises villageoises à développer leurs activités et à commercialiser leurs produits, contribuant par là même aux moyens d'existence et promouvant une meilleure gestion des ressources. Les cordons tissés vivement colorés ont orné les tenues des délégués pendant toute la semaine et rappelé comment les connaissances et les compétences passées d'une génération à l'autre peuvent contribuer au développement de l'économie locale.



FAO/S. GROUWELS



ISIDORE BIRCHALLI

à la santé des forêts dans de nombreux écosystèmes, notamment les forêts boréales fragiles» a-t-il dit, «et des forces extérieures – y compris la pauvreté et le sous-développement, la croissance démographique et des difficultés économiques – exercent une pression sur les forêts qui dépasse la capacité des gestionnaires forestiers de la maîtriser. De fait, les pays qui affrontent les défis les plus redoutables pour réaliser la gestion forestière durable sont ceux qui souffrent des taux les plus élevés de pauvreté et de conflits civils»

Questions de fond du programme

Comme l'a noté Harcharik dans son discours d'ouverture, le bois a, de tout temps, été la principale source d'énergie dans de nombreux pays, mais on cherche maintenant des solutions de rechange basées sur les biocombustibles qui remplaceront les combustibles fossiles de manière beaucoup plus agressive que par le passé – ce qui appelle l'attention sur les dimensions économiques et environnementales de la dendroénergie. La session du COFO sur les forêts et l'énergie a mis l'accent sur l'exigence de stratégies de bioénergie nationales globales et intégrées et l'introduction de questions concernant la dendroénergie dans les programmes forestiers nationaux ou les autres stratégies forestières; sur le besoin d'une analyse des impacts sociaux, économiques et environnementaux des changements dans l'utilisation du bois pour la production d'énergie; et sur l'importance d'un dialogue aux niveaux national et régional pour contribuer à

accroître les capacités institutionnelles et techniques liées à la production et la consommation durables de bioénergie, y compris la dendroénergie.

Harcharik a également noté que le moment était venu d'examiner la protection des forêts, soulignant qu'il existe des preuves certaines que la gravité croissante des incendies de forêts et des infestations de ravageurs dans certains pays est liée au réchauffement de la planète. «La santé de nombreuses forêts est plus que jamais menacée par les insectes, les maladies et les incendies a-t-il déclaré. «La mauvaise santé des forêts menace, à son tour, la biodiversité, ainsi que de nombreux autres biens et services procurés par la forêt, et représente une bonne raison pour que le COFO porte un nouveau regard sur la protection des forêts, en considérant éventuellement l'adoption d'une approche plus intégrée, à plus long terme et stratégique». La session sur la protection des forêts a souligné l'utilité d'un échange d'informations et d'expériences sur les incendies de forêts, les ravageurs et les espèces envahissantes par le biais de la constitution de réseaux, la création de capacités et la coopération internationale.

Une session sur la gestion forestière durable à assise communautaire, intitulée «Mettre les forêts au travail au niveau local» a mis l'accent sur l'importance d'établir un droit forestier sûr, des procédures juridiques transparentes et simples, des incitations visant la viabilité économique, le développement des entreprises communautaires, la



Photos gagnantes



Feuilles d'automne
Csaba Jekkel, Hongrie
(gagnant)



Près de Biala Podlaska
Wojciech Gil, Pologne



Concours de photographie sur la forêt, COFO 2007



*Branches se reflétant
dans le Danube*
Czimbal Gyula, Hongrie



Dans un désert aride
Alireza Shahriar,
République islamique d'Iran



création de capacités dans les communautés locales et la prévention des conflits entre les parties prenantes. Des discussions ont noté que les droits de propriété et la propriété foncière communautaire sont en retard par rapport à d'autres réformes dans la gouvernance forestière.

La FAO a présenté des directives volontaires sur la gestion responsable des plantations forestières et sur la gestion des incendies qui avaient été mises au point par un processus multi-parties prenantes. Le comité a accueilli avec satisfaction les directives et recommandé que ses membres et les parties prenantes forestières les utilisent. Il a également recommandé que ces directives soient maintenues comme documents vivants, à mettre à jour et à améliorer en y incorporant les informations provenant de leur mise en œuvre au niveau des pays. Le comité a invité la FAO à renforcer l'application des directives sur l'exploitation forestière à impact limité et à préparer de nouvelles directives volontaires pour les zones forestières arides et semi-arides et pour les arbres hors forêt, à l'aide d'un processus similaire.

D'autres recommandations concernaient la mise au point, la promotion et l'utilisation d'outils de gestion pour combler le fossé entre les politiques et les actions à tous les niveaux, en mettant l'accent sur les approches intersectorielles et paysagistes; le soutien continu aux programmes forestiers nationaux (y compris la collaboration permanente avec le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux); et la promotion constante de bonnes pratiques pour améliorer l'application des lois dans le secteur forestier. Le COFO a recommandé que la FAO, en collaboration avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCC), contribue à la création de capacités pour renforcer et appliquer les mesures d'atténuation et d'adaptation des changements climatiques, y compris la réduction des émissions issues de la déforestation. Le comité a souligné le rôle de la FAO comme centre de connaissances et de communication pour la foresterie, qui devrait mettre l'accent sur l'information et l'analyse au service de la gestion forestière durable. Le comité a également promu le renforcement ultérieur des commissions régionales des forêts.

Evènement spécial

Le jour avant l'ouverture officielle du COFO, les délégués ont été invités par le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, à participer à un événement spécial sur les changements climatiques au cours duquel le Président du Nigéria, Olusegun Obasanjo a prononcé le discours inaugural. Les intervenants ont noté que la déforestation représente 18 pour cent des émissions de gaz à effet de serre causant les changements climatiques; ils ont observé les liens entre les forêts, l'évolution du climat, la biodiversité et la gestion des bassins versants et examiné les impacts du changement climatique sur l'agriculture et la foresterie, y compris la migration des ravageurs et des maladies et les risques accrus d'incendies de forêts. Le même après-midi, un forum sur les forêts et l'énergie a examiné la bioénergie tirée du bois, notant que la moitié de tous les arbres abattus sont brûlés et que de nouvelles techniques peuvent augmenter l'efficacité de l'énergie. Le forum a également noté que les industries forestières ont un rôle à jouer en

luttant contre les changements climatiques, grâce à la gestion forestière durable, le recyclage et le remplacement du bois par des matériaux à plus grande production d'énergie comme l'acier et le béton.

Participants satisfaits

L'*Earth Negotiations Bulletin* (voir www.iisd.ca) a noté que la «dix-huitième session du Comité des forêts de la FAO peut s'inscrire dans les annales de l'histoire comme l'une des réunions portant sur les forêts les plus réussies. Elle a été superbement organisée, disciplinée mais fortement participative et accueillante, riche en informations et toujours ponctuelle. Les délégués ont trouvé gratifiant l'énorme échange de données ... Certains participants de longue date ont décrit le COFO 18 comme la réunion au contenu sur les politiques forestières le plus important depuis des années.» L'ENB a également loué l'échange d'informations techniques de base, la liberté de contraintes politiques et de controverses et l'intensité de l'information.

Le rapport final est disponible à l'adresse suivante:
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/012/j9643f.pdf>

Une alliance pour la lutte contre les incendies lancée à la conférence internationale sur les incendies

Le feu est un important outil en agriculture et pour l'entretien de l'écosystème. Toutefois, les feux de friches, qui sont souvent dus à la négligence ou aux incendies volontaires, détruisent des millions d'hectares de forêts et de terres boisées, entraînant la perte de vies humaines et animales et des dommages économiques considérables. Les incendies sont de plus en plus souvent le résultat des changements climatiques, ils intéressent des superficies croissantes et s'aggravent dans de nombreuses régions. Les politiques nationales et internationales de gestion des incendies, mises au point par la coopération avec toutes les parties prenantes, sont essentielles pour la protection des paysages, des écosystèmes, des populations et des propriétés.

Depuis la fin des années 80, une série de conférences internationales a réuni des experts de la gestion technique des incendies et les autorités intéressées aux politiques et aux pratiques nationales en matière de gestion des feux de friches. La plus récente, la quatrième Conférence internationale sur les incendies de forêts, s'est tenue à Séville, Espagne, du 14 au 17 mai 2007 et a réuni plus de 1 500 participants. Elle a été organisée sous les auspices de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (SIPC), la FAO et la Commission européenne, et hébergée par le Gouvernement d'Espagne et le gouvernement régional d'Andalousie.

La réunion a porté sur toute la gamme des activités de gestion des incendies, y compris la surveillance, l'alerte rapide, la préparation, la prévention, l'élimination et la restauration. Elle a examiné l'état actuel de la sécurité-incendies, de la gestion des incendies et de la formation en matière de gestion des incendies.

La FAO et ses partenaires ont présenté une mise à jour de la stratégie mondiale afin de renforcer la coopération internationale en gestion des incendies, en cours de mise au point à la demande de



la réunion ministérielle sur les forêts tenue à la FAO en 2005. La stratégie, élaborée grâce à un processus participatif, comprend une évaluation mondiale publiée récemment de la gestion des incendies (voir la section Livres dans ce numéro); un examen de la coopération internationale; et des directives volontaires de gestion des incendies (disponibles sur internet: www.fao.org/docrep/009/j9255e/j9255e00.htm).

Une alliance pour la lutte contre les incendies a été lancée lors de la conférence pour promouvoir, mettre en œuvre et actualiser les directives volontaires et pour renforcer la coopération internationale en matière de gestion des incendies à tous les niveaux. Trente-cinq partenaires – institutions nationales, universités et organisations internationales – ont adhéré initialement à l'alliance.

La réunion a également formulé des recommandations pour promouvoir:

- le partage mondial des ressources pour soutenir les activités de planification de la gestion des incendies des pays;
- la formulation de stratégies régionales de gestion des incendies;
- la recherche pour atténuer les conséquences des changements climatiques, de l'utilisation des terres et du couvert végétal, et socioéconomiques sur le régime des incendies de forêts;
- les réseaux mondiaux et régionaux de la SIPC sur les incendies de forêts.

L'Afrique du Sud a offert d'héberger la prochaine conférence envisagée pour 2011.

L'énoncé de la conférence est disponible sur internet; www.fire.uni-freiburg.de/sevilla-2007/Conference-Statement-en.pdf

Deuxième étude prospective pour la région Asie-Pacifique

Au cours de ces dernières années, un changement économique, social et environnemental sans précédent dans la région Asie-Pacifique a altéré considérablement la façon dont les forêts sont considérées et utilisées. Pour examiner les retombées de ces changements sur la foresterie et appuyer l'examen des politiques et les réformes, la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique (CFAP), en partenariat avec les pays membres et d'autres organisations internationales, a lancé la deuxième étude prospective du secteur forestier dans la région Asie-Pacifique (APFSOS II).

La CFAP a parrainé la première étude prospective. une projection jusqu'en 2010 – entre 1996 et 1998. Depuis lors, l'étude a servi de point de repère pour d'autres régions; la FAO, en partenariat avec les pays, a entrepris des études similaires pour l'Afrique, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie de l'Ouest et centrale. Ces études jouent un rôle inestimable en définissant les liens entre l'avenir des forêts et d'autres domaines, et en aidant à diriger la planification stratégique et la conception de politiques et projets afférant à la gestion forestière durable.

En avril 2006, la vingt et unième session de la CFAP a recommandé que la première étude prospective soit réexaminée et prolongée à 2020. La deuxième étude est une initiative de longue haleine visant à collecter des informations, examiner les tendances et étudier les

mesures pour l'action et leurs résultats éventuels. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- identifier les nouveaux changements socioéconomiques qui ont un impact sur les forêts et la foresterie;
- analyser les scénarios probables pour l'évolution de la foresterie jusqu'en 2020;
- identifier les priorités et stratégies servant à prendre en compte les nouvelles occasions et les nouveaux défis.

L'étude permettra aux pays d'inscrire leurs propres objectifs dans un contexte régional et mondial afin de faciliter la formulation de meilleures politiques et une planification nationale plus efficace.

L'étude a démarré en octobre 2006 et devrait s'achever en décembre 2008. Des centres de liaison nationaux préparent les rapports nationaux entre mars et octobre 2007. En même temps, des auteurs et partenaires choisis rédigent des études thématiques sur une douzaine de thèmes d'intérêt crucial pour la mise en valeur des forêts dans la région. Des ateliers ont été tenus en février 2007 pour renseigner les centres de liaison nationaux sur la manière de préparer les rapports nationaux et les scénarios prospectifs. Un comité scientifique a été établi pour fournir des directives techniques générales.

Le processus culminera en une conférence régionale intitulée «L'avenir des forêts en Asie et dans le Pacifique: perspectives pour 2020» qui se tiendra à Chiang Mai, Thaïlande, du 16 au 18 octobre 2007. Diverses parties prenantes partageront leurs points de vue sur les nouveaux changements, les scénarios probables et leurs retombées sur les forêts et la foresterie dans la région.

L'équipe responsable de l'étude a mis en circulation un bulletin pour informer ses partenaires des progrès accomplis et partager les informations. Pour s'inscrire ou obtenir plus d'informations contacter:

Patrick B. Durst
Forestier principal
Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
39 Phra Atit Road
Bangkok 10200, Thaïlande
E-mail: patrick.durst@fao.org

Vers une meilleure compréhension des questions de droit forestier

La déforestation et la dégradation des forêts résultant de la croissance démographique, l'expansion de l'agriculture, la demande croissante de produits ligneux, l'exploitation illégale, le développement industriel, le commerce non durable des produits forestiers non ligneux et la croissance économique accélérée ont déclenché un débat qui porte non seulement sur l'efficacité de la gestion publique des forêts, mais aussi sur la propriété des ressources forestières et des arrangements institutionnels. Au cours des 20 dernières années, de nombreux pays ont accru leurs efforts visant la responsabilisation des communautés locales, la décentralisation et l'attribution des prises de décisions et l'accroissement de la participation du secteur privé au secteur forestier. Toutefois, les questions de propriété sont encore une des causes profondes de la mauvaise performance du secteur forestier.

Pour améliorer la compréhension de la nature et des conséquences



du droit forestier, la FAO a organisé une réunion technique à son siège à Rome du 12 au 14 février 2007. L'objectif final est de fournir aux responsables des politiques des arguments et des preuves pouvant encourager la réforme profonde des systèmes de droit forestier.

La réunion, intitulée «Comprendre le droit forestier» a tenté de définir des stratégies à l'appui de la diversification du système qui pourraient, non seulement renforcer la gestion forestière durable, mais aussi appuyer la réduction de la pauvreté dans le secteur forestier.

La présentation sur les grandes tendances du droit forestier au niveau régional, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Afrique et en Europe, ont servi de base pour identifier les meilleures pratiques de diversification du système. Des organisations non gouvernementales et d'autres appartenant à la société civile ont aussi présenté leurs perspectives.

Les groupes de travail ont identifié les principaux acteurs intervenant dans la diversification du droit forestier. Ils ont cherché à élaborer des principes clés pour une réforme dans ce domaine, des messages communs fondés sur ces principes et les moyens de diffuser les messages pour sensibiliser l'opinion publique aux questions de droit forestier et influencer et engager les principaux acteurs et responsables des politiques.

Enfin les participants ont identifié des stratégies et des mesures à prendre pour l'avenir dans ce domaine, y compris des activités de collaboration et des synergies éventuelles.

À la réunion ont assisté plus de 30 représentants d'institutions gouvernementales, d'organisations de recherche et développement, la FAO, d'autres institutions des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations internationales qui ont une expérience pratique dans le domaine du droit forestier et, notamment, dans celui de la diversification du régime.

Un bref cours pour les responsables des politiques forestières

Une meilleure capacité d'analyse des politiques forestières, du développement et de la mise en œuvre était l'un des besoins de base identifiés par les pays lors de la vingt et unième session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique en avril 2006. En réponse aux recommandations des délégués pour que la FAO offre une assistance dans ce domaine, le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a mis au point le premier cours d'éducation exécutive en matière de politiques forestières, qui s'est tenu du 22 avril au 4 mai 2007 à Nonthaburi, Thaïlande. Le cours a été organisé en collaboration avec le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), le Service forestier des États-Unis, l'Institut thaïlandais de l'environnement (TEI) et le Programme de l'économie et l'environnement pour l'Asie du Sud-Est.

Le cours a réuni des forestiers internationaux expérimentés, des responsables des politiques forestières et des éducateurs spécialisés. Les animateurs du cours ont intégré des thèmes relatifs aux compétences analytiques et de communication avec une étude approfondie des questions économiques, environnementales et

sociales qui font de la foresterie un domaine unique en son genre pour la formulation et la mise en œuvre efficace des politiques.

Les 18 participants assistant au premier cours venaient des pays suivants: Cambodge, Chine, Indonésie, Malaisie, Palau, Philippines, Thaïlande, Timor Leste, Viet Nam et de la Division des ressources foncières du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, dont le siège est à Suva, Fidji. Le groupe de base consistait en forestiers spécialistes de niveau moyen à supérieur jouant un rôle important dans tout le processus ou une partie de ce dernier.

Dans l'ensemble, les participants ont estimé que le cours avait eu du succès. Leurs recommandations seront prises en compte pour encourager l'engagement actif des participants dans des discussions et des travaux de groupe, et pour accroître l'efficacité des futurs cours. Il est espéré que l'initiative serve de modèle à d'autres régions.